

24 HEURES A PARIS

Social

Les femmes de chambre descendent dans la rue

AFRICAÎNES, Haïtiennes, pour beaucoup illettrées, elles sont employées par Arcade, société sous-traitante de nettoyage, et astiquent les chambres d'hôtel du groupe Accor, leader européen. Parmi elles, vingt-sept mères de famille ont décidé de s'attaquer à ceux qu'elles appellent « les négriers de l'hôtellerie et de la propreté ». Plus de cent jours de grève à leur actif, des occupations d'hôtels à Montmartre et Vaugirard et, malgré huit licenciements, elles n'ont pas baissé les bras. Elles se réunissent cet après-midi place du Châtelet pour montrer leur détermination à mener ce combat.

Cause perdue, disent certains. Pourtant, depuis qu'elles ont lancé leur mouvement, dans les étages des établissements, entre deux baignoires recurtées, les langues se délient. Exploitation, cadences intolérables, heures non payées, Faty, Sénégalaise, ne mâche pas ses mots. Elle dénonce le quota imposé de chambre à nettoyer par heure : « Trois chambres et demie. En comptant la salle de bain, l'aspirateur, mais également les vitres, la poussière des plinthes, le linge sale à descendre, c'est chose impossible. Et si nous ne suivons pas cette cadence, à la fin du mois, notre salaire est amputé du nombre de chambres non effectuées transformé en heures

d'absence. » Ces femmes, qui se présentent sur leur lieu de travail à l'heure où les croissants occupent encore les plateaux de la salle du petit-déjeuner, ne comptent plus les heures supplémentaires non payées. « Certaines chambres ne sont libérées qu'en fin de matinée, tout ne peut être fait avant 15 heures, et il n'est donc pas rare, des rester deux ou trois heures de plus, en grignotant un sandwich entre deux lits », poursuit Faty. Au contraire, quand l'hôtelier ne remplit pas ses réservations, il arrive que Faty et ses copines se déplacent pour rien. « On n'est jamais

prévenu. Et quand on a programmé un rendez-vous chez le médecin trois semaines à l'avance, on doit souvent annuler, sous peine d'avertissement. »

« On est retourné deux siècles en arrière »

Si elle est outrée par ces méthodes, Martine est loin d'être étonnée. Gouvernante d'un hôtel pour une autre société de nettoyage, elle répartit les chambres entre son équipe de huit filles. A plusieurs reprises, elle a tenté de les mobiliser pour dénoncer ces conditions, « mais elles ont toutes

peur d'être licenciée ». Avec un salaire, si maigre soit-il, elles subviennent à leurs besoins et ceux de leur famille, restée au pays. Lutter contre l'exploitation d'une main d'œuvre taillable et corvéable à merci, c'est le combat que Christian, du syndicat SUD, s'efforce de mener. Il dénonce à la fois l'employeur direct, Arcade, mais également le groupe Accor qui alimente la concurrence entre les sociétés de sous-traitance. Ainsi, les femmes de chambre directement employées par Accor n'ont-elles pas à subir la même cadence que les femmes d'Arcade. « On est retourné deux siècles en arrière », s'écrient les syndicats.

Christian Achard, directeur général France du groupe Accor, n'avance qu'une responsabilité indirecte. Mais depuis quelques semaines, parce qu'il a toujours entretenu un bon rapport avec les syndicats et qu'il veut rester irréprochable en la matière, le groupe hôtelier a décidé d'établir un code de déontologie, avec les entreprises de sous-traitance et de leur imposer des critères de qualité qui les obligent à mieux considérer leurs employés.

EMELINE CAZI

Le prénom de certaines personnes interrogées a été modifié, à leur demande.

Arcade réfute en bloc les accusations

LE CONFLIT s'ENLISE, la médiation judiciaire entre les femmes de chambre et Arcade, a échoué. Vincent Campion, avocat des grévistes, promet de réunir les preuves intangibles qui permettront de faire la lumière sur ces conditions de travail « déplorables » devant le conseil des prud'hommes en novembre. Pour lui, les témoignages constituent un premier pavé jeté dans la mare. Du côté de la défense, on affirme être dans la norme de la profession

pour ce qui concerne les cadences. Quant au travail à la tâche, « sur un plan éthique et légal, c'est condamnable, mais mon client affirme que c'est inexact », explique M^{re} Philippe Héral. « Si ces faits sont avérés et vérifiés, je me retire du dossier, mais nous attendons les preuves de ces griefs que nous réfutons », conclut-il. « Quand j'aurai prouvé le travail dissimulé, je porterai l'affaire devant le tribunal correctionnel », assure M^{re} Campion.

E.C.